

Une migration exponentielle sous contraintes, mais “ajustée”

L'exemple des étudiants marocains en France

Résumé

Depuis 1998, la migration des étudiants marocains vers la France croît de manière exponentielle, à la faveur de trois principaux facteurs : la réouverture des frontières françaises aux étudiants étrangers (1998), une certaine « massification » de l'enseignement supérieur au Maroc et particulièrement en université, enfin le phénomène accru du chômage des lauréats de l'université.

Sur la base d'une étude réalisée en 2003 auprès de 500 étudiants marocains en France, interrogés par questionnaires et, pour 60 d'entre eux, par entretiens semi-directifs, nous explorerons le sens de cette migration en étudiant une entrée particulière après la présentation de la morphologie de cette population migrante : celle des cursus suivis par les étudiants et, en particulier, des filières appréciées par eux comme celles de prédilection.

Mots-clefs

Etudiants marocains – migration pour études en France – cursus et filières.

Etienne Gérard

IRD, Bondy
(etienne.gerard@bondy.ird.fr)

Entre 1997 et 2002, soit en l'espace de six années, la population étudiante marocaine en France a été presque multipliée par deux, passant de 15 500 à 28 500 inscrits. Cet accroissement très spectaculaire est d'autant plus remarquable qu'il succède à une importante érosion de cette population durant plus d'une décennie (du milieu des années quatre-vingt jusqu'au point d'inversion de cette tendance, l'année 1998). Comment expliquer cette évolution remarquable ? Ce changement quantitatif s'est-il accompagné d'un changement qualitatif de la migration ? Surtout, quel est le sens de la migration de ces étudiants : est-elle une fin en soi – auquel cas les études ne seraient qu'un « moyen » et la migration une présence durable en France – ou, à l'inverse, est-elle un moyen de conquérir ailleurs des diplômes et qualifications non délivrés par l'enseignement supérieur au Maroc et requis par le marché marocain de l'emploi – auquel cas la migration ne serait qu'un passage assorti de la perspective de retourner au Maroc après l'obtention du diplôme ? Ce sont ces questions qui serviront ici de fil conducteur à la réflexion, sur la base d'une enquête collective, quantitative et qualitative (1),

(1) L'équipe était constituée de R. Balac, A. Chaoui, E. Gérard, P. Giraudbit, S. Guth, N. Harrami, E. Lanoue et L. Proteau. Les résultats de l'étude ont donné lieu au rapport : *les Trajectoires sociales et scolaires des étudiants marocains en France. Discours et pratiques*, E. Gérard (coord.), ARES, 2003, 341 pages + annexes.

conduite en 2002-2003 par des questionnaires et entretiens, respectivement auprès de 500 et 60 étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur dans les villes d'Amiens, de Bordeaux, de Paris, de Strasbourg et de Toulouse. Pour apporter des éléments de réponse à la question centrale du sens de la migration des étudiants marocains, nous focaliserons l'attention sur la "morphologie" de cette migration et sur ses évolutions, puis sur la mobilité résidentielle et universitaire des étudiants, fondamentalement significative, à nos yeux, d'une "logique migratoire" émergente. Avant cela, apportons quelques données de base sur cette migration.

Une migration en mutation rapide

La migration des étudiants marocains en France est un phénomène ancien ; mais elle a subi, au cours du temps, les aléas de la politique française. Historiquement, la demande étrangère de formation en France remonte au lendemain de la période des indépendances. Dans un premier temps, cette demande a été favorisée et entretenue par la France, qui voyait dans la formation de la jeunesse de la période post-indépendance l'occasion d'affirmer à l'échelle mondiale les valeurs de générosité et de fraternité entre les peuples, d'une part, et, d'autre part, de maintenir ou d'accroître son influence culturelle par son implication dans les cursus scolaires et universitaires des étudiants du « Sud ». Les années 70 marquent un tournant. Si l'accueil des étudiants étrangers constitue toujours un instrument au service de la politique extérieure française, il n'est plus en revanche une facette de la politique d'aide au développement. Il est au contraire intégré à une politique de maîtrise (voire de suspension) de l'immigration. À la fin de cette décennie, plusieurs circulaires et décrets (notamment Bonnet 1977, Imbert 1979) fixent les conditions légales et réglementaires d'accueil des étudiants étrangers, en allant dans le sens d'un durcissement des procédures, afin de limiter le « risque migratoire » qui serait sous-jacent à la demande de mobilité vers la France émanant des ressortissants de certains pays.

Durant les dernières années cependant, le contexte a radicalement changé. Du point de vue de la politique française tout d'abord.

La fin de la dernière décennie a marqué une réorientation notoire de l'accueil des étrangers à la faveur de la constitution d'un marché mondial de la formation et en raison du double impératif de rayonnement de l'hexagone et de conquête de parts sur ce marché de la formation. Une double nécessité s'impose alors à la France : concilier à la fois le renforcement de la compétitivité de son système d'enseignement supérieur et le maintien d'une tradition de formation des futurs cadres et décideurs des pays émergents. Les recommandations du rapport Weil conduisent l'Etat à apporter « des aménagements majeurs au cadre législatif et réglementaire qui régit la mobilité des étudiants étrangers en France grâce à la loi de 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et aux textes

réglementaires qui l'ont suivie ». Jusqu'à une date récente, les dispositifs ont laissé penser que la France tentait de dépasser une approche de l'accueil des étudiants étrangers par la distinction de « bonnes » et de « mauvaises » aires géographiques de départ. Les finalités de la politique d'accueil visaient toujours à favoriser celui des « bons étudiants étrangers », mais les enjeux dépassaient largement le strict cadre d'un contrôle de l'immigration et d'une lutte contre celle des « faux étudiants ».

Du côté des pays de départ ensuite.

Deux phénomènes ont modifié la nature de la demande des étudiants étrangers : d'une part, l'évolution de l'enseignement supérieur qui, dans certains pays, a progressivement ouvert ses portes à de nombreux jeunes, non plus seulement issus des élites déjà en place mais aussi de milieux plus modestes ; d'autre part, la « crise » enregistrée aujourd'hui par cet enseignement supérieur dans nombre de pays, crise qui génère, aux yeux d'une proportion croissante d'étudiants, la conviction que la migration pour études est le seul moyen d'éviter le sort des « diplômés-chômeurs ».

Dans le cadre de ce double contexte, l'accroissement des étudiants étrangers en France, et notamment marocains, est exponentiel depuis 1998-1999.

Les données disponibles permettent d'estimer très grossièrement la population des étudiants marocains expatriés dans le monde, de 1990 à 1995, autour de 35 000 individus. Cet effectif ramené à la population étudiante marocaine totale permet d'évaluer, sur la même période, la part relative de ces migrants entre 11 et 16 %. Autrement dit, plus d'un étudiant marocain sur dix réalise ses études à l'étranger. La migration internationale étudiante occupe, aujourd'hui comme hier, une place considérable dans la formation des futures élites marocaines. De nouvelles destinations, jusqu'alors très marginales, ont constitué de nouveaux points d'arrivée, comme l'Allemagne, l'Espagne ou encore le Canada. La France demeure cependant le premier pays de destination des étudiants marocains. Et le Maroc occupe, de façon quasi permanente, le premier rang des nationalités étrangères dans les universités françaises. En 1984, les étudiants marocains représentaient 3 % de l'ensemble des étudiants en France et un étudiant étranger sur cinq. En 2002, ce poids des Marocains par rapport au total était encore de 2 % et représentait un étudiant étranger sur six.

L'augmentation spectaculaire des effectifs marocains entre 1997 à 2001 en France, liée à un relâchement relatif de la sélection des administrations, marque une rupture brutale avec la période de décroissance continue des années précédentes. Ce changement d'ordre quantitatif annonce aussi un changement d'ordre qualitatif. Les étudiants de 2001 diffèrent de leurs aînés de 1997. Comme nous en informent les fichiers SISE du ministère français de l'Éducation nationale à travers les données sur les stocks (l'effectif des étudiants présents une année donnée) et les flux d'étudiants (l'effectif des nouveaux inscrits une année donnée et les effectifs de sortants obtenus par solde à partir des effectifs précédents), la progression du « stock » d'étudiants

apparaît spectaculaire entre 1997 et 2001 (les nouveaux inscrits de 2001 sont 2,6 fois plus nombreux que ceux de 1997) (Balac, 2003). Mais les flux d'arrivée particulièrement massifs ont été en partie contrebalancés par des flux de départ très importants. En d'autres termes, si l'accroissement du nombre d'étudiants est exponentiel depuis 1998, il est également assorti de la réduction continue de la durée de séjour des étudiants marocains dans l'université française (*ibid.*). Ce raccourcissement ne date pas de 1998 et remonte au moins au début des années 90. Mais il souligne le renouvellement extrêmement rapide de la population étudiante marocaine. En 2001, deux étudiants sur cinq étaient des nouveaux inscrits, et un étudiant sur deux était inscrit depuis moins de deux ans. A ce rythme, la population est presque entièrement renouvelée au terme de trois à quatre années. Selon R. Balac : « Si, en empruntant une formule très imagée empruntée à la mécanique, l'on assimilait la mobilité marocaine universitaire à une "machine", nous dirions que la machine migratoire marocaine ne cesse de grossir tout en accélérant sa vitesse de rotation. Jamais le nombre d'étudiants marocains ayant réalisé une formation à l'université française n'aura été aussi élevé que sur ces cinq dernières années (*ibid.*). »

D'après nos enquêtes, les étudiants marocains d'aujourd'hui ne sont pourtant pas, dans leur majorité, héritiers d'une « tradition migratoire » parentale : ils entreprennent des études à l'étranger sans avoir été précédés par leurs parents ou frères et sœurs. La population marocaine résidant en France n'est pas non plus, à proprement parler, un creuset de cette migration des étudiants. Par exemple, près de deux étudiants marocains sur trois qui partent en France ont de la famille dans ce pays, mais moins du tiers dispose d'un logement fixe à son arrivée. Et moins de la moitié de ceux qui n'ont pas de famille en France sont, à leur arrivée dans ce pays, logés par un résident en France qu'ils connaissaient avant de partir. D'un autre côté, le projet de faire des études supérieures en France prend sa source au Maroc et mobilise principalement dans ce pays les ressources pour sa réalisation ; pour les étudiants, les parents marocains en France jouent un rôle mineur, tant en matière d'information que de motivation.

Une tradition migratoire des Marocains vers la France existe néanmoins : pour ceux – père, mère, frères ou sœurs des étudiants interrogés qui sont allés faire des études supérieures à l'étranger – la France a toujours été le premier pays de destination, cela en raison de la langue et, d'après les propos de nos enquêtés, d'une « tradition d'amitié » entre les deux pays. Si peu d'étudiants marocains aujourd'hui en France ont été précédés par un parent, la voie a donc quand même été tracée. Une voie qu'ils suivent plus nombreux aujourd'hui que par le passé. Cette « tradition » relative apparaît ainsi d'autant plus forte que les étudiants ayant été précédés par des parents reproduisent leurs parcours et orientations universitaires et qu'elle nourrit, chez ceux qui sont les premiers de la parentèle à étudier à l'étranger, le même élan migratoire.

La dimension la plus remarquable de la migration des étudiants marocains en cours réside ainsi dans sa transformation ; elle n'est pas seulement chaque année plus forte, elle change également de morphologie. Elle concerne en effet aujourd'hui une frange beaucoup plus large de la société marocaine que par le passé. Les parents des étudiants, en majorité citadins, sont globalement de milieu aisé, et ce dans des proportions bien supérieures à celles que représente leur milieu social au Maroc. Ils ont également un niveau d'études supérieur à celui de la population marocaine dans son ensemble. Mais une proportion non négligeable des étudiants marocains aujourd'hui en France sont issus de milieux modestes, voire très modestes : 60 % environ des pères d'étudiants marocains en France sont cadres, moyens ou supérieurs, mais 40 % au moins appartiennent, eux, aux classes sociales moins favorisées. Si les classes sociales supérieures sont donc encore sur-représentées, les plus modestes sont donc aussi représentées dans la population étudiant en France, et ce dans des proportions supérieures à celles de la population active marocaine. Parallèlement, la première et principale caractéristique du niveau scolaire des chefs de ménage des étudiants est son hétérogénéité : d'après notre enquête, plus du tiers d'entre eux est titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur, mais près de la moitié a un niveau d'études inférieur à l'enseignement secondaire ou est sans instruction. Bon nombre d'étudiants marocains en France sont, en cela, les premiers de leur parentèle à faire des études supérieures, *a fortiori* à l'étranger.

- La population étudiante marocaine peut être globalement identifiée à une population issue de milieux fortement instruits et économiquement aisés, mais le départ vers la France pour des études supérieures concerne cependant presque toute la population marocaine, même si ces « classes » s'investissent inégalement dans cette perspective en raison de leurs moyens inégaux. Quitte à devoir mobiliser des ressources de toutes parts, au Maroc et en France, des étudiants issus des classes sociales parmi les plus démunies tentent eux aussi cette migration pour faire face au déclassement social dont ils sont (ou estiment être) l'objet dans leur pays.

Cela témoigne de la volonté continue – et exprimée avec davantage de force sitôt que s'ouvrent les frontières – des étudiants marocains d'étudier à l'étranger. Cela éclaire aussi pour une bonne part le problème du chômage des diplômés connu du Maroc depuis près de quinze ans. Faute de solutions ou de perspectives d'embauche au sortir de l'Université et en raison de l'exigence accrue des employeurs au Maroc, les étudiants quêtent à l'étranger des diplômes plus élevés ou plus rares, si ce n'est inexistants, tels que les DESS. Ainsi s'explique la forte représentation, en France, des étudiants marocains nés de père employé qui, sans guère de capital social “immédiat” (comme peuvent en bénéficier les enfants de cadres supérieurs), ni de capital économique “différé” (en termes d'héritage, comme peuvent l'attendre des fils de propriétaires agricoles, de commerçants ou d'artisans), n'ont d'autre possibilité – au risque d'être déclassés socialement comme le sont leurs pères –

que d'investir dans les études, quitte à traverser les frontières et à travailler pour réaliser le cursus universitaire envisagé.

Cette évolution de la migration étudiante peut se lire aussi dans la morphologie actuelle de la population étudiée et, notamment, dans le moment de leur parcours où intervient cette migration.

Conformément aux données du ministère de l'Education nationale notamment, la population concernée par cette enquête est principalement masculine (trois individus sur quatre sont des hommes) et citadine (2). Au moment de l'enquête (2003), les étudiants interrogés étaient par ailleurs plutôt âgés : près de la moitié (47,3 %) avait entre 22 et 26 ans. Les plus âgés avaient 40 ans passés, les plus jeunes 18, mais ces deux tranches d'âge ne concernaient qu'une infime minorité d'individus (respectivement 0,4 % et 1 %). Cependant, hommes et femmes se distinguent nettement, les premiers étant globalement plus âgés que leurs consœurs : près des deux tiers d'entre eux (61,5 %) avaient entre 24 et 33 ans, tandis qu'à peine plus du tiers des femmes (38,7 %) appartenaient à cette tranche d'âge, la majorité d'entre elles ayant moins de 24 ans.

Cette distinction de la migration selon le sexe est particulièrement importante. Ajoutée aux dimensions sociales qui ont été évoquées, elle enseigne que la population étudiante ne peut être appréhendée de façon globale et que la migration est, elle, fortement différenciée.

Le diplôme universitaire : un enjeu fondamental à l'épreuve de la migration

Les études supérieures en France : bien souvent une étape à la suite d'études au Maroc

En majorité issus de l'enseignement public (89,2 % des étudiants enquêtés ont fait leurs études secondaires dans ce secteur et 90,2 % ont obtenu un baccalauréat marocain), les étudiants marocains sont, pour la plupart, diplômés de l'enseignement supérieur à leur arrivée en France : parmi les lauréats de l'enseignement supérieur marocain, le quart a le niveau du premier cycle et plus de la moitié a un diplôme de second cycle (en comptabilisant les titulaires d'une licence professionnelle et d'une licence générale, un peu plus des deux tiers sont dans ce cas). Enfin, et cela mérite d'être relevé, des étudiants titulaires d'un diplôme marocain de troisième cycle, même très minoritaires (1,9 % de notre échantillon) entreprennent de décrocher en France un diplôme complémentaire, à leurs yeux plus "rentable" sur le marché de l'emploi au Maroc.

Là aussi, de fortes différences distinguent les étudiants selon leur sexe. Tout d'abord, les femmes sont davantage issues de l'enseignement privé que les hommes (22,9 % d'entre elles contre 6,4 % d'entre eux) et sont, dans une proportion supérieure, titulaires d'un baccalauréat français (22,9 % contre 5 %). Elles sont par ailleurs minoritaires à avoir fait des études supérieures au Maroc (48,6 %), à l'inverse des hommes qui, dans leur

(2) Si quelques grandes villes, comme la capitale du royaume marocain, constituent le berceau d'une proportion importante d'étudiants (plus de 10 % pour Rabat-Salé, près de 10 % pour Fès), certains grands centres urbains marocains sont en revanche peu représentés : moins de 4 % des étudiants interrogés sont originaires de Marrakech, moins de 2 % de Tanger, moins de 3 % de Meknès. De même, les principales villes dans lesquelles les étudiants ont passé leur bac sont Casablanca (26,3 % de l'ensemble des étudiants interrogés), Rabat (10,8 %), Fès (10,1 %), Agadir (6,1 %), Oujda (5,9 %), Marrakech (4,7 %) et, à moindre titre, Mohammedia (2,9 %), Meknès (2,7 %), Tanger (2,5 %) ou encore Taza (2,5 %).

Une migration exponentielle sous contraintes, mais “ajustée”

majorité (près de 70 %), ont déjà un diplôme marocain d'enseignement supérieur. Hommes et femmes entreprennent donc leur migration à un stade différent de leur parcours universitaire et avec un capital scolaire distinct ; pour la majorité des hommes, de milieux sociaux en général plus modestes que leurs consœurs, les études en France complètent un cursus d'enseignement supérieur commencé au Maroc, dans la perspective d'un diplôme de troisième cycle. La migration des femmes est davantage motivée par le souhait d'entreprendre en France les études supérieures dès le début, quoi qu'il en soit de la situation au Maroc. Elle est plus “ouverte” aussi, puisqu'elle n'est pas, ou moins, conditionnée par le suivi préalable d'un type donné d'études.

Les données de nos enquêtes sur le dernier diplôme obtenu par les étudiants enquêtés apportent un autre enseignement : un tiers des hommes entreprend ses études supérieures en France sitôt après avoir terminé l'enseignement secondaire au Maroc. À la différence de leurs aînés, ces derniers débute leur migration sans avoir accumulé aucune expérience universitaire au Maroc.

Tableau 1
**Dernier diplôme obtenu (au Maroc ou en France)
par les étudiants, selon le sexe**

Dernier diplôme obtenu	Hommes	Femmes	Ensemble
DEUG	6,9 %	7,4 %	7,1 %
DUT	4,5 %	0,9 %	3,5 %
DNTS	0,3 %	0,0 %	0,3 %
Licence professionnelle	0,7 %	0,0 %	0,5 %
Licence	27,0 %	20,4 %	25,2 %
Maîtrise	15,2 %	13,0 %	14,6 %
DESS	0,7 %	0,9 %	0,8 %
DEA	10,0 %	5,6 %	8,8 %
Titre d'ingénieur maître	0,0 %	0,9 %	0,3 %
Diplôme d'ingénieur	0,7 %	0,9 %	0,8 %
Doctorat	1,0 %	0,0 %	0,8 %
Autre	2,4 %	7,4 %	3,8 %
Bac	30,4 %	42,6 %	33,8 %
Total	100 %	100 %	100 %

Source : fichier de l'enquête ARES (2003 : 70-71).

A la lumière de ces éléments, la migration apparaît sous le double trait d'une migration par excès et d'une migration par défaut : dans certains cas,

les étudiants réalisent un projet d'études résolument tourné vers la France dès l'enseignement secondaire, dans les autres, la quête, en France, du diplôme de troisième cycle ou d'un diplôme « professionnalisé » correspond bien davantage aux carences de l'enseignement supérieur marocain ou aux exigences du marché du travail.

Etudiante à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, Fouzia a suivi un parcours scolaire "de prédilection" avant de venir étudier en France et, en cela, illustre cette "migration par excès". Après des études primaires dans une école catholique, puis des études dans le collège de la Mission française, auquel elle a accédé par concours, Fouzia dit avoir toujours voulu faire « un truc important » : non pas faire partie d'une « élite de rente » pour laquelle « le diplôme, c'est plus pour parler dans un salon, pour dire qu'on a un diplôme, que parce que ça sert à quelque chose », mais acquérir un bagage important pour être « indépendante ». Elle poursuit : « J'étais dans un lycée français, ça c'est important, c'est un déterminisme. Faire des études supérieures en France, c'était naturel, ce n'était pas très réfléchi. A priori je devais faire des études supérieures en français. Et puis, il faut dire qu'il y a un état d'esprit qui est différent quand on est dans un lycée français... Envisager de poursuivre ses études en France, c'est naturel. Il y en a plus parmi nous qui sont partis en France que ceux qui sont restés au Maroc. »

Le cas de Fouzia est cependant minoritaire. Pour la majorité des étudiants, l'inscription dans un établissement français d'enseignement supérieur correspond à la volonté d'obtenir un diplôme de troisième cycle ou un diplôme « professionnalisé » obtenu dans des établissements comme les IUT ; le recours aux études françaises repose sur l'inexistence des diplômes au Maroc ou sur le fait que leur reconnaissance dans ce pays ne fait aucun doute ; les obtenir constitue surtout, aux yeux des étudiants, la condition d'accès aux emplois qualifiés.

Toutes les raisons invoquées par les étudiants pour expliquer leur venue en France ne sont donc pas identiques ou équivalentes. Entrent en jeu, à des degrés divers, trois principaux facteurs :

- la situation au Maroc, préjudiciable à la poursuite des études (le cursus envisagé n'existe pas ou plus) ou défavorable à une insertion socioprofessionnelle sur la base du diplôme acquis dans un établissement marocain d'enseignement supérieur ;
- la connaissance de la langue française et la reconnaissance d'une certaine parenté entre les systèmes marocain et français d'enseignement, dont témoignent les équivalences accordées par les universités françaises aux diplômes obtenus au Maroc ;
- enfin une certaine proximité avec la France, en raison de l'histoire familiale, passée ou présente, ou des liens établis par des connaissances, proches ou lointaines, avec ce pays.

A la base du choix de venir en France, deux ordres de facteurs peuvent donc être distingués :

- une série de facteurs propres à la proximité de la population marocaine étudiante avec ce pays et à l'enseignement supérieur en France ;
- une série de « facteurs centrifuges » (Coulon et Paivandi, 2003) (3) inhérents aux politiques marocaines en matière d'enseignement supérieur, d'une part, et, d'autre part, au marché de l'emploi marocain.

Le cas des étudiants issus de l'école française au Maroc est bien sûr particulier : non seulement leurs études secondaires les prédisposent à poursuivre en France, mais bon nombre d'entre eux cumulent aussi les acquis de parents venus en France pour y accomplir leurs études supérieures. Le suivi des études dans ce pays a les traits d'une “intégration institutionnelle” au système d'enseignement supérieur français et, sauf en de rares exceptions, ne répond pas aux mêmes logiques que les trajectoires des étudiants inscrits en Université. Eux trouvent souvent dans les trois facteurs précédemment énoncés une justification à leur départ vers la France.

Le projet de migration est ainsi largement conçu en raison des impasses que représentent la relative fermeture des niveaux supérieurs de la formation universitaire au Maroc et celle du marché marocain de l'emploi aux jeunes diplômés des premier et second cycles de l'enseignement supérieur. Plus qu'une “tradition” migratoire sont ici principalement en cause la conception des études qu'ont les jeunes Marocains et le contexte possible et opportun de leur réalisation. Une conception qui enregistre toujours davantage la dépréciation des diplômes au Maroc – dont rendent compte la demande de qualification accrue des employeurs, le chômage des lauréats de l'enseignement supérieur ou leur déclassement social (Gérard, 2002 ; Gérard et Schlemmer, 2004) ou encore l'image commune de ces diplômes – la rareté des places dans les filières marocaines jugées prestigieuse, laquelle surdétermine le poids du capital social dans la possibilité d'y accéder – ou encore les offres du marché marocain de l'emploi.

Ce moteur de la migration touche, on le voit, aux proportions d'étudiants de milieux sociaux défavorisés et à celles des jeunes qui partent en France dès qu'ils ont leur baccalauréat, une part croissante des étudiants expatriés. En cela, doit-il être retenu comme élément principal pour expliquer le sens de l'évolution actuelle de la migration ? Pour autant, cette évolution ne se limite pas à l'afflux de cette population nouvellement migrante. Elle réside dans la combinaison de différents mouvements – placés, d'une part, sous le signe d'une « tradition » dont une partie de la population étudiante est héritière, infléchis ailleurs par l'entreprise d'étudiants qui, de leur famille, sont les premiers à tenter cette “aventure” – et dans la migration conjuguée de différentes générations socio-scolaires de jeunes Marocains, aux profils sociologiques plus diversifiés qu'ils ne l'ont sans doute jamais été. Là surtout réside l'originalité de la migration en cours.

(3) Coulon et Paivandi notent que « dans leur ensemble, les enquêtes sur les étudiants étrangers mettent davantage l'accent sur la première catégorie de facteurs », en l'occurrence « l'image de marque de la France, la connaissance du français, le fait d'y avoir des amis ou de la famille, l'enseignement gratuit »... (Coulon et Paivandi, 2003, p. 18).

Face à cette hétérogénéité, le parcours des étudiants semble cependant moins différencié, en ce qu'il répond à des logiques et buts communément partagés : pour tous les étudiants expatriés, l'enjeu fondamental de la migration paraît être avant tout la quête du diplôme, et le sens de la migration un passage pour l'obtenir, avant de pouvoir prétendre à une ascension sociale. En un sens, l'hétérogénéité des conditions sociales de la migration s'estompe devant le sens global que lui confère la majorité des étudiants. Tentons de l'apprécier.

Des parcours universitaires plutôt "linéaires"

Dans la très grande majorité des cas, le départ vers la France fait directement suite à des études au Maroc :

- moins d'un vingtième des étudiants déclarent être arrivés pour des études en France après un emploi salarié (qui, dans la grande majorité des cas, a duré un an ou deux) ;
- moins d'un dixième a connu une période de chômage avant la reprise d'études supérieures en France ;
- de surcroît, ceux qui ont travaillé ont, dans 80 % des cas, exercé un emploi qui correspondait à leurs études supérieures au Maroc ;
- enfin, lorsqu'ils arrivent en France, la quasi-totalité des étudiants enquêtés commencent les études dès l'arrivée dans ce pays. Lorsque l'entrée dans les études est retardée, cela ne dure le plus souvent qu'un an.

Du Maroc à la France, les trajectoires des étudiants marocains sont "linéaires" en quelque sorte. Pour ceux qui commencent ou poursuivent en France leurs études supérieures, ces études s'inscrivent le plus souvent en prolongement direct de celles qu'ils ont suivies au Maroc. Certains étudiants délaissent les études initialement suivies en France, mais, dans la majorité des cas, ce changement d'orientation n'est pas une rupture à proprement parler ; il s'effectue au sein d'un même "champ disciplinaire". La "mobilité universitaire" des étudiants interviewés, entre le Maroc et la France, d'une part, et durant leur séjour en France, d'autre part, est par ailleurs réduite (*infra*) et montre qu'ils n'ont pas été sujets à réorientation en raison de leur migration. Du Maroc à la France, les études suivies respectent ainsi un schéma d'emboîtement.

La majorité des étudiants marocains suivent une formation dans l'enseignement général donné en université et privilégient deux filières en particulier : celle des sciences dites "exactes" (sciences de la nature, sciences et structures de la matière ou sciences et technologies) et celle des sciences économiques et de gestion. Des disciplines comme le droit ou les lettres sont l'objet de moins d'inscriptions ; enfin, dans notre échantillon, les filières d'AES, de sciences humaines et sociales ou de langues accueillent le moins d'étudiants marocains parmi tous ceux qui sont inscrits dans l'enseignement supérieur en France.

Tableau 2
Filières d'études suivies par les étudiants marocains au moment de l'enquête, selon le sexe

Filières d'études	Masculin	Féminin	Ensemble
Administration économique et sociale	1,7 %	9,3 %	3,8 %
Droit, sciences politiques	8,7 %	8,4 %	8,6 %
Filière d'ingénieurs	4,9 %	6,5 %	5,3 %
IUT	2,4 %	3,7 %	2,8 %
Langues	3,1 %	4,7 %	3,6 %
Lettres, sciences du langage, arts	5,9 %	9,3 %	6,9 %
Médecine	2,1 %	1,9 %	2,0 %
Pharmacie	2,1 %	2,8 %	2,3 %
Sciences économiques et de gestion	20,9 %	17,8 %	20,1 %
Sciences de la nature et de la vie	3,5 %	1,9 %	3,0 %
Sciences et structure de la matière	12,9 %	5,6 %	10,9 %
Sciences et technologies	26,5 %	19,6 %	24,6 %
Sciences humaines et sociales	4,9 %	8,4 %	5,8 %
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	0,3 %	0,0 %	0,3 %
Total	100 %	100 %	100 %

Source : fichier de l'enquête ARES (2003 : 81).

Globalement, hommes et femmes sont inscrits dans les différentes filières dans des proportions similaires. Mais trois cas importants font exception :

- les femmes suivent davantage que les hommes des études d'administration économique et sociale, de lettres et de sciences humaines ;
- les hommes sont en revanche proportionnellement beaucoup plus nombreux en sciences ;
- enfin, les hommes suivent davantage que leurs consœurs des études d'économie et de gestion.

Ces répartitions concordent avec celle des étudiants selon la discipline d'obtention du baccalauréat : la majorité d'entre eux est en effet titulaire d'un baccalauréat scientifique : 18,8 % en sciences mathématiques, 41,1 % en sciences expérimentales, 4,8 % en sciences (et davantage si l'on cumule « math-physique », « physique-chimie », etc.).

Cependant, la lecture comparée de la répartition des étudiants selon la discipline dans laquelle ils ont obtenu leur dernier diplôme et de leur répartition selon la discipline dans laquelle ils étaient inscrits au moment de l'enquête permet de relever des différences importantes : en premier lieu, les étudiants inscrits en sciences et technologies étaient proportionnellement bien plus nombreux que les lauréats de la même discipline. Ceux qui suivaient

des études d'économie ou de gestion ou de lettres ou encore de droit étaient, eux, proportionnellement moins nombreux que ceux qui avaient un diplôme dans ces mêmes disciplines. Enfin, certaines disciplines étaient davantage représentées par les étudiants quand nous les avons interrogés que par les étudiants lauréats : les sciences humaines et sociales, les langues, la médecine et la pharmacie. La même remarque peut être formulée pour certaines filières, en particulier celles d'ingénieurs et les IUT. Des « glissements » apparaissent donc, qui impliquent d'étudier la « mobilité universitaire » des étudiants, entre filières et/ou disciplines.

Au regard du type de filière suivie lors de la première inscription en France (formation générale, formation d'ingénieurs, IUT ou IUP), on constate un « glissement » important des étudiants qui optent pour une seconde formation en faveur de la formation générale et, dans une moindre mesure, des formations données en IUT ou en IUP ou, moins encore, des filières d'ingénieurs. En cas de seconde réorientation, et plus encore en cas de troisième, c'est la formation générale qui accueille majoritairement les étudiants sujets à cette « mobilité universitaire ». Les formations données en IUT, comme les autres formations, sont peu à peu délaissées.

Une lecture similaire peut être faite pour apprécier les disciplines – et non plus les filières – vers lesquelles se dirigent les étudiants qui changent d'orientation après une première inscription et, corrélativement, d'où viennent les étudiants qui grossissent les rangs de certaines disciplines.

Pour ceux qui décident de changer d'orientation après une première inscription, des disciplines universitaires semblent privilégiées plus que d'autres : ainsi l'AES, les sciences économiques et gestion, et en particulier les lettres et sciences humaines et sociales, qui accueillent une part croissante des étudiants qui vivent une « mobilité universitaire ». A l'inverse, d'autres disciplines semblent moins attractives et, en tous cas, sont moins que les précédentes des disciplines de destination pour les étudiants qui changent d'orientation : les sciences de la nature et de la matière et, dans une moindre mesure, les sciences et technologies, dont les rangs s'amenuisent à la faveur des changements d'orientation de leurs étudiants (4).

Une mobilité universitaire réduite et “intégrée”

En termes de “mobilité universitaire”, deux types de “glissement” peuvent donc être notés : un premier, disciplinaire, entre la formation secondaire ou supérieure acquise au Maroc et celle qui est suivie en France, et un second, durant le cursus universitaire en France, entre filières ou disciplines. Le premier est directement induit par le système d'inscription dans les établissements français et par le système d'équivalence entre diplômes marocains et filières françaises d'enseignement supérieur. Dans nombre de cas, la réorientation de l'étudiant à son arrivée en France correspond au “choix” qu'il a opéré sur la base des accords délivrés par une ou des universités françaises, ou des villes dans lesquelles il peut être accepté. Cette réorientation

(4) En considération des choix opérés par les étudiants qui optent pour une seconde orientation, les “mouvements interdisciplinaires” se dessinent plus précisément comme suit :

- les étudiants d'AES se dirigent vers les IUT, les sciences économiques et la gestion ;
- ceux qui se sont d'abord inscrits en droit se destinent aux sciences humaines et sociales ;
- les étudiants en filières d'ingénieurs se tournent vers la filière universitaire de sciences et technologie ;
- ceux qui ont d'abord suivi des études de langues et qui changent bifurquent vers les lettres ;
- ceux qui quittent les disciplines médicales se dirigent vers des disciplines scientifiques (sciences de la nature) ou, dans une très faible mesure, vers l'économie ;
- les étudiants initialement inscrits en sciences dites “exactes” se dirigent vers des disciplines “connexes” ;
- ceux qui ont opté en premier lieu pour économie/gestion se tournent, eux, vers des disciplines de sciences humaines ou vers lettres et AES.

a souvent les traits d'une "rétrogradation" : titulaire d'une licence marocaine (équivalente à la maîtrise française), l'étudiant est conduit à s'inscrire au niveau de la licence française, voire, dans certains cas, à reprendre au niveau du DEUG. Cette conditionnalité liée à la poursuite des études en France infère bien sûr le choix des étudiants : plutôt que de devoir reprendre des études en deçà de leur niveau acquis au Maroc, certains préfèrent poursuivre dans une autre discipline, à un niveau qu'ils jugent plus adéquat avec le leur.

Le second type de mobilité universitaire, double, met au jour les stratégies des étudiants : après une première orientation universitaire en France, certains optent pour la poursuite de formations complémentaires et plus "poussées" (en IUP, en écoles d'ingénieurs ou en université pour un troisième cycle) ; pour d'autres, il s'agit davantage de retarder le plus possible la sortie du système universitaire et, surtout, d'obtenir un diplôme de troisième cycle. Dans ce cas de stratégie « d'acharnement », les étudiants passent de formations spécialisées (et techniques) à des formations plus générales et plus "ouvertes" (moins sélectives).

Des données tirées des fichiers du ministère de l'Education nationale éclairent de manière complémentaire le sens de cette mobilité. En premier lieu, la part des étudiants inscrits dans le deuxième cycle, correspondant notamment à la préparation des diplômes de licence et de maîtrise, s'accroît fortement. Alors que ce niveau intermédiaire regroupait un étudiant sur quatre en 1997, il rassemblait près de deux étudiants sur cinq en 2001. La réduction en proportion des inscriptions en DEA au profit des DESS mais aussi la diminution en volume des inscriptions en doctorat mettent bien en évidence cette évolution actuelle : les formations recherchées sont de plus en plus des formations de haut niveau mais de courte durée.

Tableau 3
Répartition des étudiants marocains selon trois diplômes de 3^e cycle
Université France métropolitaine (1997 et 2001)

	1997 Stock		2001 Stock	
	Nb	Fréq.	Nb	Fréq.
DESS	463	35,2	1 846	51,1
DEA	852	64,8	1 761	48,9
Total	1 315	100,0	3 606	100,0
Doctorat	1 978		1 618	

Source : d'après fichiers SISE, cité par Balac (2003 : 49).

En second lieu, les étudiants s'orientent davantage aujourd'hui vers des formations jugées plus porteuses, au détriment de disciplines auparavant privilégiées. Ainsi, les disciplines qui, ces cinq dernières années, connaissent

l'affluence la plus élevée d'étudiants marocains sont, comme nous l'avons vu, l'économie et la gestion, les sciences techniques de l'ingénieur ou encore les sciences et structure de la matière. Ces formations présentent le caractère commun de déboucher en grande partie sur des métiers appartenant au monde de l'entreprise (comptable, informaticien, ingénieur d'étude, juriste...). A l'inverse, au regard de la population étudiante inscrite (en proportion et en volume), les disciplines comme les langues, les sciences humaines et sociales et plus encore la médecine et la pharmacie sont en perte de vitesse. Ces formations souvent plus longues, hier encore filières de prédilection des étudiants marocains expatriés, ouvrent davantage sur les métiers de la fonction publique de l'enseignement ou de la santé publique. Ce clivage important repéré entre formations aux métiers de la fonction publique et formations aux métiers du secteur privé est encore plus marqué dans la population des derniers arrivés marocains en 2001. Parmi eux, 64,1 % ont choisi les filières ouvrant davantage sur le monde de l'entreprise, contre 55,4 % des autres inscrits de 2001.

Sur la base de tous ces éléments, quatre remarques s'imposent au sujet de la mobilité universitaire et, plus généralement, du cursus universitaire des étudiants expatriés :

- d'une part, cette mobilité est très réduite. Un quart seulement des étudiants change de discipline universitaire durant le séjour en France (globalement, les étudiants interrompent aussi très peu leurs études durant ce séjour). Les "saccades" de la "mobilité universitaire" sont également brèves : lorsque les étudiants changent d'orientation, ils restent durablement dans la nouvelle filière choisie ;

- d'autre part, cette mobilité est en quelque sorte "intégrée" : lorsqu'ils changent de discipline (du Maroc vers la France ou durant leur séjour en France), les étudiants restent majoritairement au sein du même champ disciplinaire et quittent leur discipline pour une discipline "connexe" (langues pour lettres, sciences médicales pour sciences de la nature, sciences économiques pour AES ou sciences humaines et sociales, etc.) ;

- par ailleurs, à la lecture des différents types de mobilité, certaines disciplines paraissent particulièrement "ouvertes" (moins sélectives) en ce qu'elles accueillent les étudiants qui changent de parcours et, en particulier, après plusieurs orientations successives ; ainsi en est-il des sciences économiques et des sciences et technologie et, à moindre titre, des sciences humaines et sociales, des lettres, du droit et de sciences politiques, ou encore d'AES ;

- enfin, les étudiants marocains qui changent d'orientation privilégient des disciplines en fonction de deux critères principaux : d'une part, la possibilité d'obtenir un diplôme valorisé sur le marché du travail marocain, d'autre part, la possibilité de poursuivre des études en troisième cycle, en particulier dans des DESS ou, à moindre titre, des doctorats non proposés au Maroc. A ce titre, les disciplines plus "ouvertes" répondent à cette volonté de mener des études au plus haut niveau.

A la base de la migration, un objectif : obtenir un diplôme élevé et “qualifiant”

Ce dernier élément milite en faveur d'une logique déterminante à la base de la présence des étudiants marocains en France : il s'agit pour eux, avant tout, d'acquérir des diplômes délivrés par le système français – soit qu'ils ne puissent pas être obtenus au Maroc (diplômes de troisième cycle spécialisés comme les DESS), soit qu'ils couronnent des études universitaires inexistantes ou beaucoup moins valorisées dans ce pays (études d'ingénieurs, mais aussi études “techniques” comme celles des IUT ou IUP, ou encore études générales comme l'économie et la gestion). Loin d'être un pis-aller, la quête de diplôme s'offre au contraire comme une démarche opportune dans la perspective d'ascension sociale et/ou comme recours à une situation perçue comme bloquée au Maroc. Les études constituent donc l'objet d'un type de migration et non pas le moyen ou l'artifice indispensable pour quitter le Maroc et séjourner durablement à l'étranger.

D'autres caractéristiques du parcours universitaire des étudiants en font foi, à commencer par leur “stabilité” et leur faible mobilité universitaire : seule une minorité d'entre eux change d'établissement lors de leur séjour, et moins encore de discipline d'étude ; et, d'après les déclarations des étudiants rencontrés dans cette enquête, la quasi-totalité poursuit ses études sans les interrompre.

On constate également une très faible mobilité géographique (entre villes) ou résidentielle des étudiants durant leur séjour en France. Près des deux tiers des hommes et des femmes ont par exemple déclaré ne pas avoir changé de ville de résidence depuis leur arrivée. La mobilité croît bien évidemment à mesure du temps passé en France. Cependant, même pour ceux qui changent de ville de résidence, cette mobilité apparaît relative : parmi les hommes arrivés en France depuis 1998, 73,6 % n'ont changé qu'une fois de ville de résidence (10,4 % deux fois, 8,5 % trois fois et 3,8 % quatre fois). Les femmes sont encore moins mobiles : parmi celles qui ont quitté la ville française dans laquelle elles sont arrivées, 75 % n'ont changé qu'une fois, 16,7 % deux fois, 5,6 % trois fois, et 2,8 % cinq fois. Non seulement donc les étudiants changent peu de ville de résidence, mais les trois quarts de ceux qui sont “mobiles” se stabilisent après un seul changement.

On a pu noter le raccourcissement actuel de la durée de séjour en France des étudiants marocains. Arrivés dans ce pays pour y entreprendre ou y poursuivre des études supérieures, ils donnent à leur cursus un même profil : celui d'un passage, qu'il s'agit de ne pas prolonger (nous verrons que le peu de moyens dont ils disposent le leur interdit).

- Distincts en termes de capital socio-scolaire (hérité ou non), les étudiants marocains le sont aussi en termes de parcours universitaires et de conditions d'études. Cependant, cette hétérogénéité des profils et des caractéristiques, déclinée à partir des principales variables et indicateurs sociologiques (sexe,

histoire familiale, parcours scolaire, proximité et distance avec la France), est à situer, du point de vue des études, dans un continuum. Sommairement retracés ici, les parcours des étudiants donnent sens à leur migration. Ils sont parfois marqués par un certain acharnement à obtenir leur diplôme, sont d'autres fois davantage tracés et simples dans leur progression. Mais ils attestent, pour tous les étudiants rencontrés, du poids des études dans leur devenir, tout autant que dans leur situation présente. C'est par elles que se justifie leur présence hors du Maroc, c'est à travers elles aussi que les étudiants se projettent. Elles fondent d'autant plus leur migration qu'elles correspondent, à travers la quête de diplômes de niveau élevé ou "professionnalisés", à une aspiration de mobilité sociale à leurs yeux aujourd'hui plus aléatoire et compromise qu'elle ne le fut au Maroc jusqu'à la décennie 90.

- La place manque ici pour retracer les conditions dans lesquelles ils vivent et étudient. Notons simplement qu'elles sont, pour la majorité d'entre eux, marquées par une certaine précarité, de sorte que leur parcours a pour limites celles qu'impose la nécessité d'obtenir des qualifications poussées, reconnues plus que d'autres sur le marché marocain de l'emploi, et de les obtenir rapidement. Cette volonté pousse certains à changer de filière, mais elle est en même temps contrariée, pour la majorité, par le manque de ressources financières et matérielles et par l'impossibilité de trop prolonger le séjour en France.

La faible mobilité universitaire des étudiants semble ainsi répondre à une double logique : l'une de progression, de mobilité sociale, assujettie à la possession d'un diplôme reconnu, en France ou en Maroc, en l'occurrence un diplôme spécialisé ou de troisième cycle ; l'autre de contrainte. Cette double logique configure de manière particulière le cursus universitaire et leur principal objectif, le diplôme. On peut en effet émettre l'hypothèse que, dans certains cas, l'objectif d'acquiescer un diplôme prime sur la nature disciplinaire du diplôme envisagé. Par exemple, pour nombre d'étudiants inscrits en sciences humaines, il s'agirait avant tout d'obtenir un diplôme reconnu parce que spécialisé (comme le DESS ou le doctorat), cela quelle que soit la discipline. Mais cet objectif, compte tenu du peu de ressources dont disposent les étudiants, contient en lui-même ses limites : s'il peut nourrir une forme d'"acharnement" à poursuivre les études tant qu'il n'est pas rempli, il exige aussi, dans le même temps, une constance dans les études et la détention des ressources nécessaires. Poussés vers l'étranger en raison, notamment, des difficultés d'obtenir un emploi qui, à leurs yeux, leur éviterait un déclassement social, les étudiants seraient dans le même temps, et en raison de leur indigence, contraints... de rentrer très vite au Maroc.

Davantage inscrite, durant les décennies soixante-dix et quatre-vingt, dans le cadre de progressions scolaires "logiques", si ce n'est "naturelles" – à la suite du parcours enclenché par les aînés pour réaliser leurs études

supérieures et dans la perspective, tracée par l'Etat, d'être recruté dans la fonction publique – la migration actuelle des étudiants marocains semble sujette à une évolution doublement originale : exponentielle et menée par l'ensemble des fractions de la société marocaine, elle est aussi plus temporaire et davantage soumise aux aléas pratiques, économiques ou encore administratifs consubstantiels à la présence étrangère en France. Et elle est, surtout, assujettie à une reconfiguration des études supérieures : davantage articulées aujourd'hui avec un marché du travail marocain en pleine transformation, elles répondent aussi à l'exigence accrue, de la part du secteur marocain privé de l'économie, de qualifications supérieures et "professionnalisées". En un sens "venus de nulle part" – des campagnes ou des banlieues marocaines reculées, comme de familles toujours tenues à distance du mouvement de scolarisation – de nombreux jeunes Marocains mettent en scène, à travers leurs parcours en France, cette évolution placée sous le signe de l'incertitude : des parcours "ciblés", "calculés" au plus juste, à la mesure des conditions précaires, et d'étude, et de valorisation, au Maroc, du capital acquis en France.

Références bibliographiques

- Ares (2003), *les Trajectoires sociales et scolaires des étudiants marocains en France. Discours et pratiques*, E. Gérard (coord.), Rapport pour le SCAC, Paris/Rabat, 341 pages + annexes.
- Balac R. (2003), « Les trajectoires des étudiants marocains en France : données nationales et perspectives d'enquêtes en France et au Maroc », in *les Trajectoires sociales et scolaires des étudiants marocains en France. Discours et pratiques*, op. cit., p. 37-59.
- Borgogno V., Vollenweider-Andresen L. (éds) (1998), « Les étudiants étrangers en France : trajectoire et devenir, nouveaux éclairages », in *Migrations Etudes*, n° 79, synthèse du rapport, Nice.
- Borgogno V., Vollenweider-Andresen L. (éds) (1998), « Les étudiants étrangers en France : trajectoire et devenir, nouveaux éclairages », Rapport de recherche, DPM-SOLIIS, Université de Nice-Sophia Antipolis, tome 2, Nice.
- Borgogno V. (éds) (1996), « Les étudiants étrangers en France : trajectoire et devenir », in *Migrations Etudes*, n° 67, synthèse du rapport, Nice.
- Borgogno V... (éds) (1996), Cahiers du SOLIIS, Notes et travaux sociologiques, *les Etudiants*, n° 2-3.
- Borgogno V., Streiff-Fenart J., Vollenweider-Andresen L., Simon V. (1995), « Les étudiants étrangers en France : trajectoire et devenir », tome 1, Rapport de recherche, DPM-SOLIIS, Université de Nice-Sophia Antipolis.
- Cohen E. (2002), *Un plan d'action pour améliorer l'accueil des étudiants étrangers en France : diagnostic et propositions*, Rapport au ministère de l'Education nationale et au ministère des affaires étrangères.
- Chatou Z. (1998), *Migrations marocaines en Europe : le paradoxe des itinéraires*, l'Harmattan.
- Coulon A., Paivandi S. (2003), *les Etudiants étrangers en France : l'état des savoirs* »,

- rapport pour l'Observatoire de la vie étudiante, Université Paris VIII.
- Douieb El Attafi (1989), *Etude de la perspective de retour et de non-retour chez les étudiants maghrébins, le cas de Lille*, thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université de Lille I.
- Dubois M. (2002), « Les étudiants étrangers à l'université », in *Notes d'information*, ministère de l'Education nationale, n° 01-22.
- Erllich V. (1998), *les Nouveaux étudiants*, OVE Nice, A. Colin.
- Escallier R. (1991), *le Système migratoire marocain*, in Escallier et Signolles (éds), (1995), colloque de Grasse.
- Escallier R., Signolles P. (éds) (1995), *Mutations des systèmes migratoires et nouveaux dynamismes socio-spaciaux dans le monde arabe*, Urbama-CNRS, coll. "Fascicule de recherche", n° 28, tome 2, Tours.
- Escallier R. (1995), « Populations et systèmes migratoires du monde arabe », in Troin J.-F., EDS, *Maghreb Moyen-Orient mutations*, coll. "Dossiers des images économiques du monde", n° 17, SEDES, p. 179-213.
- Geisser V. (éds) (2000), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs : trajectoire sociale et itinéraires migratoires*, CNRS.
- Gérard E. (2002), « Ecole et devenir au Maroc : regards journalistiques sur l'avenir des diplômés », in Gérard E. et Proteau L. (eds), *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 1, MSH, p. 87-111.
- Gérard E. (2003), « Entre deux rives... Les étudiants marocains, de passage à Paris », in *les Trajectoires sociales et scolaires des étudiants marocains en France. Discours et pratiques*, op. cit., p. 285-322.
- Gérard E., Schlemmer B. (2003), « Les travers du savoir. Représentations du diplôme et du travail au Maroc », *Cahiers d'études africaines*, p. 299-319.
- Guth S. (2003), « Les étudiants marocains de Strasbourg », in *les Trajectoires sociales et scolaires des étudiants marocains en France. Discours et pratiques*, op. cit., p. 255-283.
- Halary C. (1994), *les Exilés du savoir : migrations scientifiques internationales et leurs mobiles*, Paris, l'Harmattan.
- Hommes et migrations (1987), « Les étudiants étrangers », n° spécial 1108, *Hommes et migrations*.
- Latreche A. (2001), « Les migrations étudiantes de par le monde », n° 1233, *Hommes et migrations*, p. 13-43.
- Lanoue E. (2003), « Bordeaux et Toulouse, principaux sites d'accueil des étudiants marocains au Sud de la France », in *les Trajectoires sociales et scolaires des étudiants marocains en France. Discours et pratiques*, op. cit., p. 203-253.
- Ma Mung E. (éds) (1997), *Mobilités et investissements des émigrés : Maroc, Tunisie, Sénégal*, labo. Migrinter-CNRS, l'Harmattan.
- Ministère de l'Education nationale (2000), « Les étudiants étrangers dans les universités », *Repères et références statistiques*, MEN-DPD, p. 176-177.
- Poutignat P., Streiff-Fenart J. (1996), « Etre un étudiant africain. Production et mise en saillance de l'identité ethnique dans un contexte universitaire », *Migrations et changements*, p. 219-231.
- Proteau L. (2003), « Les conditions de la promotion universitaire : l'exemple des étudiants marocains expatriés dans une petite ville universitaire (Amiens) », in *les Trajectoires sociales et scolaires des étudiants marocains en France. Discours et pratiques*, op. cit., p. 145-201.
- Renaudat C. (1998), *Les étudiants africains à Bordeaux*, coll. "Etudes et recherches du Cean", Cean-Cnrs, Bordeaux.
- ScPo Paris (2002), *Etudiants étrangers*, Dossier de presse, IEP Paris.
- Simon V. (1997), *la Migration des étudiants maghrébins en France et sa transformation*

- (1962-1994), thèse de doctorat, Université de Paris VII, 2 tomes.
- Slama S. (1999), *la Fin de l'étudiant étranger*, l'Harmattan.
- Vermeren P (2002), *Ecole, élite et pouvoir au Maroc et en Tunisie au XX^e siècle*, Alizés.
- Tarrius (A.) (2001), « Au-delà des Etats-nations : des sociétés de migrants », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 17, n° 2.
- Zahi K. (2002), *l'Orientation dans l'enseignement secondaire et supérieur au Maroc, de l'inégalité d'accès à l'inégalité des parcours : étude des projets scolaires et professionnels des lycéens et étudiants marocains*, thèse de doctorat en sociologie, Université de Toulouse-Le Mirail, 428 pages.